

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la coopération franco-russe dans la lutte contre le groupe terroriste Daech, à Moscou le 26 novembre 2015.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs,

J'avais souhaité rencontré le Président POUTINE dans le cadre de l'initiative diplomatique, politique que j'ai prise au lendemain des terribles attentats qui ont frappé Paris.

Je veux d'abord remercier le Président POUTINE et le peuple russe pour les marques d'amitié, de sympathie et de solidarité à l'égard des familles des victimes et à l'égard également du peuple français.

Pour ce qui me concerne, j'ai une fois encore dit au Président POUTINE notre soutien après l'attentat dont la Russie a été également victime avec cet avion abattu en plein ciel égyptien et qui a fait plus de 224 morts.

Nous sommes donc tous concernés par le terrorisme. Le terrorisme peut frapper partout, nous devons donc agir et c'est le sens de ce que nous devons traduire de notre rencontre, agir.

Le Conseil de sécurité, la semaine dernière, a adopté une résolution à l'unanimité pour que les États du monde puissent prendre les mesures nécessaires pour coordonner leur action en vue de mettre un terme aux actes terroristes et notamment de Daech. Nous nous inscrivons dans ce processus et c'est finalement la première réalité de la coalition large que la France souhaite voir se constituer, coalition du monde entier contre le terrorisme.

Ce consensus est nécessaire mais il n'est pas suffisant. Nous devons prendre aussi nos responsabilités. C'est ce que fait la France en frappant les centres opérationnels et les lieux d'entraînement de Daech, en bombardant les sites pétroliers exploités par ce groupe terroriste qui se finance à travers la contrebande du pétrole, nous le savons.

La France a intensifié ses actions grâce à la présence du porte-avions Charles-de-GAULLE au plus près et nous allons encore accroître notre soutien aux groupes qui, sur le terrain en Syrie, se battent en première ligne pour libérer les zones occupées par Daech.

Éradiquer Daech, cela veut dire aussi et nous en convenons avec le Président POUTINE traiter le mal à la racine. Depuis 2011, le chaos qui sévit en Syrie a fait près de 300 000 victimes, des millions de réfugiés. Aussi nous voulons que les discussions de Vienne puissent ouvrir une solution politique. Il y a des conditions pour aboutir à une issue et donc je considère qu'il faut respecter les principes suivants si l'on veut assurer une transition politique : les pouvoirs exécutifs doivent être confiés à un gouvernement d'union indépendant pour le temps de la transition et cette transition doit aboutir à une Constitution, des élections comportant toutes les communautés, ainsi que les membres de la diaspora.

Pour ce qui concerne la France, il est clair que Bachar n'a pas sa place dans l'avenir de la Syrie.

Mais j'ai la conviction que la Russie peut jouer un grand rôle dans le processus que je viens de décrire. J'ai indiqué au Président POUTINE que la France souhaitait travailler avec la Russie au service d'un objectif clair, simple, combattre Daech et les groupes terroristes et eux seuls.

C'est pourquoi notre entretien a été utile. Nous nous sommes accordés, le Président POUTINE et moi-même, sur trois points essentiels : premièrement, nous allons augmenter les échanges d'informations et de renseignements de toute nature et notamment entre nos forces. Les frappes contre Daech seront intensifiées et feront l'objet d'une coordination pour augmenter leur

comme chacun devrait naturellement et c'est le sujet de cette coordination pour augmenter leur efficacité et notamment sur le transport du pétrole. Troisièmement et le Président POUTINE vient d'insister aussi là-dessus, les forces luttant contre Daech et les groupes terroristes ne doivent pas être visées par nos actions, nous devons aller frapper les groupes terroristes et Daech.

Je veux également souligner que l'Europe se mobilise également dans ce combat contre le terrorisme. J'avais demandé que les ministres de la Défense de tous les pays européens puissent prendre des dispositions en fonction des traités et aussi bien le Royaume-Uni, par la voix de David CAMERON quand il est venu à Paris, qu'Angela MERKEL encore aujourd'hui viennent de prendre ou d'annoncer des décisions importantes.

Nous avons aussi, avec le Président POUTINE, échangé sur un autre sujet, la crise qui se prolonge à l'Est de l'Ukraine. Une crise sur laquelle d'ailleurs nous échangeons régulièrement, nous travaillons dans le cadre du Format Normandie. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés sur ce sujet, c'était à Paris avec la Chancelière MERKEL et le Président POROCHENKO.

J'ajoute d'ailleurs que dans cette réunion de Paris, le Président POUTINE et moi-même avons déjà abordé la question de la Syrie et appelé à une coordination. Aujourd'hui, elle est renforcée. La priorité que nous donnons à l'action contre le terrorisme et notamment en Syrie ne change en rien la détermination qui est celle de la France de trouver une solution pour un règlement politique à l'Est de l'Ukraine et nous avons là aussi un cadre simple, un objectif lisible, nous devons mettre pleinement en œuvre les mesures qui sont dans l'Accord de Minsk.

Voilà pourquoi je voulais venir ici, à Moscou, pour rencontrer le Président POUTINE. Je le recevrai lundi pour la Conférence sur le climat qui est aussi un grand enjeu pour la planète mais l'urgence et la nécessité de lutter contre le terrorisme exigeaient que je sois ici présent à Moscou. Isabelle MANDRAUD, Le Monde: Bonsoir. Ma question s'adresse aux deux Présidents. Monsieur POUTINE, quel est le sens du déploiement des systèmes missiles anti-aériens S-400 en ce moment ? Monsieur HOLLANDE, ce déploiement des missiles S-400 est-il compatible avec la formation d'une coalition internationale qui rassemblerait les Occidentaux et la Russie ?

LE PRESIDENT : Je veux revenir sur l'incident de mardi, qui a conduit à la destruction d'un chasseur russe par l'aviation turque. Parce que c'est un incident grave et parce qu'il est évidemment regrettable. J'en ai parlé au Président ERDOGAN, j'en ai parlé au Président POUTINE. Il est essentiel dans cette zone et dans cette période d'éviter tout risque et tout nouvel incident et de prévenir toute escalade.

Le seul objectif que nous devons tous avoir, c'est la lutte contre Daech et la neutralisation des terroristes. Il n'y a pas d'autre objectif. Nous devons donc en tirer les conclusions. Renforcer la coordination entre les différents pays, afin que les forces qui sont présentes, les avions qui peuvent frapper, ne puissent pas rentrer dans un malentendu, une collision, un incident. Il faut éviter que cela puisse se reproduire. D'où l'initiative que j'ai prise, qu'il puisse y avoir cette coordination et cette coopération, avec le but que je viens d'indiquer.

Enfin, dans ce dont nous avons convenu avec le Président POUTINE, c'est un point très important : de ne frapper que les terroristes, que Daech et les groupes djihadistes et de ne pas frapper les forces et les groupes qui luttent contre le terrorisme. Nous allons échanger nos informations là-dessus, ce qui peut être frappé et ce qui ne doit pas être frappé.

Donc, double effort de coordination, c'est d'éviter qu'il puisse y avoir des incidents entre tous les pays qui luttent en Syrie contre le terrorisme. Deuxièmement, que nous puissions avoir des cibles que chacun peut comprendre.

Journaliste russe : Vous avez mentionné la nécessité de créer une coalition large. Est-ce qu'il s'agit de la coalition que vous avez mentionnée, Monsieur POUTINE, lors de la conférence de l'ONU ou il y aura toujours une concurrence entre les coalitions ? S'il y a toujours cette concurrence, il se pose la question de l'efficacité de ces coalitions. Sachant l'incident qui a eu lieu avec l'avion russe, va-t-on quand même créer d'autres coalitions ? Si vous permettez, je voudrais retourner à l'histoire avec l'avion russe, il y a quelques heures, le Président de la Turquie a donné une interview et il a dit la chose suivante, « si l'armée turque savait qu'il s'agissait d'un avion

russe, il en serait autrement ». Il a dit également que tout le pétrole qui est saisi par les pouvoirs turcs est détruit. Si vous avez des preuves du contraire, le Président turc est prêt à quitter son poste.

LE PRESIDENT: Si le Président POUTINE m'y autorise, je voudrais répondre à la question qui lui était adressée, en donnant le point de vue français. Il y a une coalition qui existe déjà et depuis plusieurs mois, la France y participe. Son domaine d'action était l'Irak. Avec le gouvernement irakien, il était très important de pouvoir lui donner l'appui nécessaire pour lutter contre l'organisation Daech et le terrorisme qui hélas, ensanglante ce pays, l'Irak.

Cette coalition ensuite s'est élargie géographiquement vers la Syrie. La France intervient en Syrie, en lien avec cette coalition. J'en ai décidé au mois de septembre dernier, d'abord par des vols de reconnaissance, puis maintenant des frappes. Au nom d'une légitime défense qui était effectivement bien établie, puisque nous savons que les terroristes qui ont frappé Paris et la ville de Saint-Denis ont été entraînés et hélas, préparés à faire leurs sinistres attentats de Raqqa, c'est-à-dire de Syrie.

Nous voulons maintenant qu'il y ait une coordination. Elle est vraiment nécessaire. Elle est indispensable. D'abord, pour éviter des incidents, mais surtout pour être efficace pour frapper Daech, le terrorisme. Cette coordination doit être une coopération, les échanges d'informations, de renseignements, le choix des cibles, tout cela nous permet d'agir.

Les Nations unies, par cette résolution du Conseil de sécurité, ont appelé à cet engagement. Je salue donc les pays européens qui ont pris aussi leurs responsabilités.

Si nous voulons être efficaces, c'est le deuxième point que je veux aborder, il faut frapper Daech là où il y a des centres d'entraînement, où il y a l'organisation de cette armée terroriste. Mais il faut frapper aussi ses sources d'approvisionnement, ses recettes, notamment le pétrole. S'il y a un point sur lequel nous devons nous coordonner, c'est bien pour frapper là où ses camions, en grand nombre, viennent s'approvisionner pour ensuite écouler le pétrole à qui veut l'acheter et donner ainsi des ressources à Daech.

Donc, je peux vous donner cette information, nous allons continuer à frapper ces véhicules et ces lieux d'exploration ou d'exploitation en l'occurrence des ressources pétrolières qui en définitive servent à Daech de source de financement.

Enfin, je l'ai également affirmé, nous devons appuyer des groupes qui, localement, peuvent permettre la reconquête. Pour nous, la France, avec les pays de la coalition, nous allons favoriser ces groupes, pour qu'ils puissent agir contre Daech. C'est toujours le même objectif : agir contre Daech, détruire cette organisation terroriste.